

L'Algérie d'une guerre à l'autre

Benjamin Stora

Professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'Institut national de langues et de civilisations orientales

La tragédie algérienne actuelle dure depuis une dizaine d'années. Elle a déjà fait plus de 100 000 morts et 200 000 à 300 000 blessés. Un million de personnes ont été déplacées. Des dizaines d'écoles ont été détruites. Des dizaines de milliers de personnes se sont exilées. Des milliards, enfin, ont été engloutis. Nul doute que ces quelques chiffres pèsent lourd sur la vie et la destinée de la jeune nation algérienne. Ils sont terribles et donnent toute l'ampleur de la tragédie qui se trame aujourd'hui de l'autre côté de la Méditerranée et n'est pas terminée à ce jour.

La tragédie

Sur cette tragédie, il existe déjà des documents, des matériaux, des témoignages qui serviront d'archives aux historiens. Depuis une dizaine d'années en effet, près de 200 livres en langue française ont été publiés sur le sujet et une dizaine de films de fiction a en outre été consacrée à cet événement fort de l'histoire mondiale contemporaine. Je dis tout cela pour les historiens de demain qui argueront du fait qu'ils ne savaient pas ce qui se passait en Algérie depuis le début des années 1990... Il s'agira là d'un argument irrecevable, dès lors qu'il existe d'ores et déjà une production intellectuelle florissante sur le sujet. Dans le domaine cinématographique, du côté algérien, on peut citer les films Bab el Oued City de Merzak Allouache sorti en 1993 ou Le Harem de Madame Osmane de Nadir Moknèche tourné en 1999. Du côté français, j'évoquerai, parmi d'autres, De l'autre côté de la mer, de Dominique Cabrera, sorti en 1995 ou le dernier film d'Alexandre Arcady, Là-bas, sur les écrans en 2000. Je ne m'étendrai pas sur la valeur intrinsèque ou la qualité cinématographique de chacune de ces créations. Je veux simplement affirmer qu'un travail de représentation existe d'ores et déjà.

Presque toutes les grandes revues françaises – Les Temps modernes, Esprit, Politique internationale, L'Histoire – ont également consacré des numéros spéciaux à l'Algérie, avec entretiens, interviews, commentaires, analyses, témoignages, réflexions. Sans compter l'existence, en France, d'une revue qui joue un rôle irremplaçable – Algérie Littérature Action – qui, quoique faiblement diffusée, existe maintenant depuis plusieurs années. Cette revue rassemble notamment des textes d'écrivains algériens, lesquels sont quotidiennement confrontés à cette violence qui dévore leur pays de l'intérieur.

Du côté français, quantité de récits autobiographiques, de fictions, de romans ont été publiés. De ce côté de la Méditerranée, la tragédie algérienne a donc été largement ressentie et analysée. Il n'en reste pas moins qu'elle a très souvent été appréhendée comme une sorte de fatalité, de malédiction, de récurrence dans la violence. Partant de là, on a beaucoup utilisé en France l'expression « seconde guerre d'Algérie », comme si nous assistions à une répétition de la première à quarante ans de distance. Il convient de souligner en outre que c'est probablement par le biais du drame algérien actuel qu'est revenue, en France, la mémoire de la première guerre d'Algérie. Le drame actuel a contribué à réveiller toute une série de souvenirs et de traumatismes liés à la guerre d'indépendance qui a pris fin en 1962.

La thèse de la récursive

En France, donc, la thèse dominante revient à apparenter l'actuel à une récursive, comme si le trop-plein de violence accumulé lors de la première guerre venait alimenter une seconde tragédie. Le recours permanent à la « première », livrée par les indépendantistes algériens contre la présence coloniale française entre 1954 et 1962, rassure les spectateurs de la tragédie algérienne qui tentent de comprendre l'effrayante « seconde ». Cependant, cette superposition des récits et la grille de lecture d'une guerre posée sur une autre peuvent aussi dérouter, dévoyer « l'intrigue » et le sens du conflit, servir de leurre et participer à la construction du mur d'invisibilité du drame. Les acteurs eux-mêmes ont véhiculé cette idée de la répétition du conflit. Quoi qu'il en soit, cette perception de l'histoire algérienne, assimilée à celle d'une conflictualité perpétuelle qui se poursuivrait indéfiniment à travers les âges et les époques est, à mon sens, dangereuse.

D'abord, une telle perception de l'histoire – récursive perpétuelle ou malédiction éternelle –, résulte en réalité d'une méconnaissance de l'histoire. Force est en effet de reconnaître que la plupart des chercheurs français sur l'Algérie ont cessé leurs travaux après la proclamation de l'indépendance. Après 1962, qu'ils aient été anti-colonialistes ou pro-Algérie-française, la plupart de ces mêmes intellectuels engagés ont déserté le terrain, délaissant ainsi progressivement toute recherche sur l'histoire ancienne ou présente de l'Algérie.

Dans un tel contexte, rares ont été les études historiques consacrées à la guerre d'Algérie tout au long des années 1970. Tout s'est passé comme si l'Algérie devenue indépendante avait cessé d'exister. La plupart de ces chercheurs considéraient que ce pays ne pouvait être que dans un rapport étroit avec la présence française. Ainsi, lorsque l'Algérie s'est réveillée et a entamé un processus démocratique débouchant notamment sur l'effondrement du parti unique, le FLN, en octobre 1988, on s'est tout à coup rendu compte que l'Algérie existait encore et toujours comme pays indépendant, avec ses millions de jeunes, sa société, ses élites, ses partis politiques, ses combattants des Droits de l'homme, ses militants féministes, toutes sortes d'éléments caractéristiques dont on n'avait jamais entendu parler avant les années 1990. Dès lors, si le début des années 1990 a été marqué par la redécouverte de l'Algérie comme pays à part entière, il n'en reste pas moins que la thèse de l'explication par la récursive historique résulte de ce terrible abandon de l'Algérie comme objet de recherche par les historiens français entre 1962 et 1990.

Dans les années 1970, lorsque le régime du président Boumédiène était au zénith de son pouvoir, le malentendu entre les deux rives de la Méditerranée était palpable. Alors que les intellectuels français, compagnons de route du FLN, avaient pour la plupart cessé de travailler sur l'Algérie, estimant peut-être que l'Algérie enfin socialiste réalisait leurs vœux, nombre d'Algériens de l'autre côté de la Méditerranée – militants des Droits de l'homme, combattants berbères, etc. – avaient, en revanche, bien compris que le combat devait se poursuivre, et probablement plus que jamais, après le coup d'État de 1965.

Ce décalage et ce grand malentendu entre les deux rives de la Méditerranée ont contribué à amplifier le phénomène de la récursive. Tout se passe comme si l'histoire algérienne s'était arrêtée en 1962, après de nombreuses années de violence, et reprenait son cours en 1992, à nouveau marquée par la violence. Ceci atteste d'une sorte de mémoire de revanche inavouée, se manifestant parmi les élites politiques de tous bords. Ainsi, lorsque le printemps berbère a éclaté, dans les années 1980, peu de voix se sont élevées parmi ceux qui avaient soutenu la marche à l'indépendance de l'Algérie, pour venir au secours de ces insurgés kabyles qui protestaient contre le FLN. Tout cela pour montrer que mes critiques ne visent pas un seul bord de l'échiquier politique.

Au vu de tous ces éléments, il semblerait que la mémoire algérienne de la guerre se soit éteinte, pour reparaitre par le biais de la tragédie actuelle. Ce qui a conduit certains, répétons-le, à qualifier le drame qui se noue actuellement de l'autre côté de la Méditerranée, de « seconde guerre d'Algérie ». Pour mieux comprendre le processus à l'œuvre dans cette affaire, sans doute convient-il de souligner qu'en Algérie également, les acteurs eux-mêmes vivent dans la répétition.

La répétition

En novembre 1997, paraît à Alger un ouvrage de Benyoucef Benkhedda, l'ancien président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1962. Évoquant le drame que traverse son pays, il écrit : « des Algériens francophones, et surtout francophiles, occupent des postes-clés dans les secteurs stratégiques de l'État. C'est une minorité qui cherche à défendre ses privilèges face au courant islamique majoritaire, à l'image des Pieds-noirs sous la colonisation française¹. » Dans un tout autre registre, évoquant la trame de son dernier ouvrage, la romancière algérienne Assia Djebar explique dans un journal suisse : « la violence, dans sa structure, est la même que pendant la guerre d'Algérie. L'héroïne de ma nouvelle, dont les parents ont été assassinés par l'OAS, retrouve à son retour en Algérie le même type d'assassinat, mais entre Algériens. Il y a tout un côté de l'Algérie qui est resté dans l'ombre, peut-être faut-il éclairer les non-dit du passé². » Les citations de ce genre peuvent être multipliées. La grille de lecture de la « première » guerre d'Algérie vient sans cesse se plaquer sur la guerre civile des années 1990.

Les mots qui disent la même guerre semblent nous indiquer qu'il y a là un nœud gordien de passions intérieures, d'autant plus terrifiant qu'il semble se répéter à l'infini. Le même fait retour dans des scènes (le terrorisme urbain ou les mutilations physiques), dans des lieux (la Casbah d'Alger ou les gorges de Palestro), construisant un théâtre de l'absurde où se joue dans les imaginaires l'éternel retour de l'Algérie toujours en guerre. C'est ainsi que l'instinct de répétition qui anime les personnages de la tragédie d'aujourd'hui échappe à la raison. L'observateur extérieur s'accroche aux seuls actes qui lui sont compréhensibles, répétés sans cesse. Cette image de la répétition, fautive, vient masquer le réel dont elle est la caricature.

Les acteurs eux-mêmes se réfèrent souvent à la « première » guerre et la répétition des mots prend des formes spectaculaires. Dans le journal algérien *El Watan* du 1^{er} août 1994, l'éditorial affirme : « les Algériens disent leur volonté de vivre libre : jamais peut-être le mot liberté n'a pris une telle dimension. Les anciens moudjahidines [combattants] qui connaissent exactement ce mot, ont décidé de s'organiser dans plusieurs endroits du territoire national en comités d'autodéfense. Ils entendent ainsi mener une "deuxième guerre de libération" du territoire national. » Le 28 août, un article donne une liste de personnes interpellées et précise que l'un d'entre elles, « ayant demeuré à Laghouat, fils d'Harki [souligné par nous], est toujours recherché ». Certains démocrates algériens prennent aussi le masque des moudjahidines, désignent les Harkis (ou leurs fils) comme coupables, se drapent dans le costume de la guerre d'indépendance, mimant la tradition révolutionnaire des années 1954-1962. Le passé se présente comme miroir du présent.

En face, les islamistes « rejouent » eux aussi la guerre ancienne en voulant capter son héritage de mémoires. L'éditorial d'*El Mounqid*, le journal du FIS, en avril 1994, insiste sur la continuité entre les deux séquences (guerre d'indépendance, et période ouverte par l'interruption du processus électoral en janvier 1992) et la référence française. Il désigne, en termes à peine voilés, les élites algériennes comme de nouveaux « Pieds-noirs ». Les radicaux intégristes du Groupe islamique armé (GIA) annoncent le 6 août 1994 qu'il est « interdit formellement » aux élèves et aux enseignants de fréquenter les établissements d'éducation sous peine de sanction « dissuasive ». L'allusion à la grève des cours organisée par le FLN le 19 mai 1956 est claire : « il est interdit à tout étudiant de fréquenter l'école secondaire ou l'université, tout contrevenant sera sanctionné sévèrement », dit le communiqué. Cette grève sera un échec, les Algériens choisissant d'envoyer massivement leurs enfants dans les écoles. Bien des circonstances se prêtent à ces réappropriations de mots : l'effondrement du parti unique en 1988 en Algérie, l'affaiblissement du centralisme étatique, le déracinement résultant de l'expansion urbaine.

¹. - *La Crise de 1962*, Alger, éditions Dahlab, 1997, p 49.

². - *Le Nouveau Quotidien*, 4 décembre 1997. Assia Djebar parle aussi de « première » guerre d'Algérie, mais cette fois à propos de la conquête coloniale française commencée en 1830, dans son discours prononcée à Francfort le 22 octobre 2000 pour la remise du prix de la Paix, in *Le Monde*, 26 octobre 2000.

Paradoxalement, c'est au moment où s'épuisent les légitimations du pouvoir algérien par recours à la guerre d'indépendance que s'affirme la nécessité de s'adosser à la tradition du fondement guerrier de la nation. Dans le « camp islamiste » comme dans le « camp démocrate », la volonté de répéter la séquence belliqueuse s'exprime dans le vocabulaire. Du côté « démocrate », la thématique du combat nationaliste prend surtout la forme d'une fidélité à un passé considéré comme fondateur : la nation s'étant déjà constituée dans et, par la conquête de l'indépendance, il s'agit avant tout de défendre cet héritage contre la « menace intégriste ». De leur côté, les islamistes se sont également appropriés cette thématique mais, selon eux, la nation musulmane reste à constituer. Autrement dit, c'est à la « victoire de Dieu », attendue et préparée pour demain, qu'il revient de délivrer le sens profond de la guerre contre la France entre 1954 et 1962.

Dans son ouvrage *Violences ambiguës. Aspects du conflit armé en Algérie* (Paris, CHEAM, 1999), Jean-Michel Salgon rapporte comment les islamistes reprochent au pouvoir politique algérien après l'indépendance de ne pas se conformer aux principes fondateurs qu'il avait lui-même édictés. Il cite l'ouvrage d'un des premiers idéologues de l'islamisme algérien, Abdélatif Soltani, qui, dans son ouvrage *Sihan Al Islam (Les Flèches de l'Islam)*, écrit : « ceux qui sont morts dans la guerre contre les infidèles iront au paradis comme "moudjahidin" s'ils ont défendu la gloire de l'Islam, quant aux autres, ils ne peuvent plus prétendre au titre de "chouhada" [martyrs]. » Il y a donc là deux attitudes qui, pour être deux manières de répéter le « même » passé, n'en sont pas moins deux façons très différentes de le répéter, c'est-à-dire en dernière analyse deux manières pour le passé de ne pas passer. À l'évidence, ceci montre que, dans le drame actuel, la bataille des représentations de la nation est loin d'être épuisée.

Dans le camp démocrate, on a également réutilisé toute l'épopée des femmes, du combat livré par ces dernières durant la guerre d'indépendance, pour les replacer au centre de l'actuel combat contre l'intégrisme religieux. Pourtant, les historiens savent bien que le rôle joué par celles-ci de 1954 à 1962 n'a pas été aussi héroïque que son fort ancrage dans la mémoire populaire le laisse entendre. Dans le durcissement de la tragédie des années 1990, l'image de la femme guerrière et libérée vient s'opposer au cliché de la femme confinée dans l'espace domestique véhiculé par la littérature islamiste. Dans le réel du nouveau conflit arrive la valeur toujours idéalisée de la Diane glorieuse mais avec le goût amer laissé par les lendemains de la dernière guerre. Ce rappel incessant aux événements historiques de l'indépendance, cette inflation spéculative d'images de la femme combattante domine dans les discours. Et ce recours à une situation ancienne fait que les signes du passé perdent de leur singularité (en particulier sur la place réelle des femmes dans la guerre contre la France, minime mais héroïque). L'idée de reprise ou de répétition des femmes combattantes fonctionne quasiment comme un remake pauvre de l'original idéalisé.

Dans un camp comme dans l'autre, il y a donc bien eu tentation de réutiliser certains vocables liés à la première guerre d'Algérie et volonté de respecter les principes fondateurs d'un nationalisme algérien ayant acquis ses lettres de noblesse au milieu des années 1950. Du côté des islamistes, l'accent a été mis sur la Déclaration du 1^{er} novembre 1954, qui affirmait la nécessité de réinstaurer l'État algérien dans le cadre des principes islamiques. Ceux qui combattent l'intégrisme religieux insistent quant à eux, à juste titre d'ailleurs, sur le congrès de la Soummam d'août 1956 et rappellent les vertus de la séparation du politique et du religieux qui a présidé à la construction d'une république démocratique et populaire.

En France comme en Algérie, nous avons assisté à une véritable bataille de symboles, débouchant sur une instrumentalisation de l'histoire récente visant à légitimer le combat politique actuel. Ceci n'est évidemment pas propre à l'histoire algérienne et se retrouve dans nombre de processus historiques. Force est de reconnaître pourtant que cette instrumentalisation ne résulte pas du hasard ou de l'imagination de quelques-uns et qu'il existe, de toute évidence, des ressemblances entre les deux guerres, des tendances lourdes qui se retrouvent d'un conflit à l'autre.

Des ressemblances valorisées

La représentation de l'actuelle guerre par référence à la précédente fabrique des stéréotypes : les combattants de la foi face aux « traîtres » à une cause sacrée, les défenseurs de civilisation face aux guerriers fanatiques. Mais si les clichés ont la vie dure, c'est probablement parce qu'ils véhiculent quelque chose de fondamentalement vrai pour les imaginaires nationaux. Car des similitudes troublantes apparaissent entre les deux conflits.

La « première » guerre fut largement une guerre sans front : sentinelles abattues, personnalités assassinées, routes sabotées, lignes téléphoniques coupées, fermes ou entreprises incendiées... Les confrontations massives entre forces militaires régulières et armées de maquisards ont été peu nombreuses. Pour les initiateurs du 1^{er} Novembre 1954, conscients du rapport de forces, l'essentiel consistait à entretenir en permanence un climat d'insécurité dans tout le pays. Ce sera à l'évidence l'objectif recherché plus tard par les groupes armés islamistes en Algérie. Hier, comme dans les années 1990, l'ennemi reste invisible, la confusion est entretenue sur les auteurs des attentats terroristes, l'affrontement a pour enjeu la « fidélité » des populations civiles .

La « première » guerre fut longtemps une guerre sans visages. Après l'éviction politique du leader indépendantiste Messali Hadj, peu de Français et d'Algériens connaissaient les noms des responsables de l'insurrection de novembre 1954. Il fallut l'arraisonnement d'un avion, le 22 octobre 1956, pour qu'Ahmed Ben Bella, Hocine Aï t Ahmed et Mohamed Boudiaf soient découverts par les opinions publiques et il a fallu la formation du GPRA en septembre 1958 pour que revienne sur la scène médiatique le visage connu de Ferhat Abbas, président de ce gouvernement, quatre ans après le début des « événements ». L'histoire semble se répéter : qui donc connaît les noms « d'interlocuteurs valables » dans la conduite des négociations entre le pouvoir et les islamistes armés ?

Par ces caractères singuliers de combat sans front et sans visages, la « première » guerre d'Algérie a été aussi une guerre sans images. La censure étatique a rendu presque impossibles les représentations visuelles du conflit. Quarante ans après, les aspects militaires, répressifs ou terroristes du drame algérien resteront peu montrés à la télévision française ou algérienne. Comme en 1954-1962, l'absence d'images de guerre provoque cette sensation d'oubli du conflit en cours. Nous y reviendrons.

La « première » guerre d'Algérie fut, aussi, une guerre d'inspiration religieuse (« djihad »). Certes, la « charte de la Soummam » proclama la séparation de la religion et de l'État algérien indépendant. Il y eut également les déclarations de certains leaders algériens, imprégnées de socialisme et de tiers-mondisme. Mais, ces positions ne peuvent faire oublier que, dès 1954 et jusqu'en 1962, le FLN étendit son emprise sur la population musulmane en interdisant la consommation de tabac et d'alcool sous peine de mutilations, au nom de l'islam. Dans les zones qu'ils contrôleront dans les années 1993-1996, les islamistes reprendront ces consignes, en y ajoutant pour les femmes le port obligatoire du « hidjab » (voile islamique). Pourtant, cette question du voile, comme moyen d'affirmation de soi et de résistance n'est pas nouvelle. Il n'est que de relire Sociologie d'une révolution où, dans le chapitre « L'Algérie se dévoile », Frantz Fanon, l'un des idéologues du FLN, écrivait : « après le 13 mai 1958, le voile est repris, mais définitivement dépouillé de sa dimension exclusivement traditionnelle. Il y a donc un dynamisme historique du voile très concrètement perceptible dans le déroulement de la colonisation en Algérie. Le voile est mécanisme de résistance. »

D'autres parallèles peuvent être établis, en particulier sur le problème de la violence. Différentes formes de violence à l'œuvre dans l'actuelle guerre civile peuvent se rapporter à la « première » guerre : terrorisme urbain, « ratissage » de l'armée, exécutions sommaires, pratiques de la torture, terreur aveugle, la courbe ascendante des faits de terrorisme et « le dernier quart d'heure » (lire : le combat touche sans cesse à sa fin, avec victoire certaine des armes) décrété par l'armée. Ainsi, vingt-quatre heures après l'attaque de la cité d'Ain-Allah, le 3 août 1994, qui a causé la mort de cinq Français, les responsables algériens affirment que cette opération était « un dernier sursaut des terroristes islamistes et la preuve que ceux-ci étaient désormais aux abois ».

Il faut également remarquer qu'à l'exception de la Kabylie, la carte des actions terroristes et des maquis entre 1993 et 1996 se superpose en partie à celle des maquis de la « première » guerre, notamment dans la région se situant derrière Alger, la Mitidja, et les zones de l'ancienne wilaya IV (Algérois), autour de Blida et de Médéa, ainsi que dans le Nord constantinois de l'ex-wilaya II. La carte de la violence épouse la carte des revanches portées par des enfants qui ont le sentiment que leurs pères ont été trahis et dépossédés des fruits de la victoire anti-coloniale. Dans un camp comme dans l'autre. Ces similitudes, relevées par de nombreux observateurs de la scène politique algérienne dans une multitude d'articles de presse, seront sans cesse mises en avant dans les analyses des acteurs eux-mêmes. Au point qu'elles finiront par brouiller la perception réelle du conflit, déstabilisant la mémoire ancienne et toutes les prévisions crédibles.

Ainsi donc, si l'on observe de près la tragédie algérienne actuelle, on se rend compte qu'il s'agit d'une guerre sans nom, très difficilement caractérisée, ou encore qualifiable. S'agit-il d'une guerre classique ? D'une guerre opposant l'armée à une guérilla ? D'une guerre civile ? D'une guerre contre les civils ? Difficile à dire. D'autant qu'il s'agit d'une guerre sans front, où il y a utilisation du terrorisme et d'une guerre sans images, ce qui ne manque pas de conférer une certaine opacité aux événements. Enfin, cette guerre est marquée par un extraordinaire déferlement de violence. Tous ces éléments ramènent inévitablement les souvenirs de la première guerre – parmi lesquels le massacre de 374 militants messalistes à Melouza en mai 1957, les Nuits rouges de la Soummam en 1956, ou encore le massacre des Harkis – et contribuent à accréditer la thèse de la répétition et de la récurrence. Tous ces massacres, toute cette tragédie, toute cette violence extraordinaire, archaïque et terrible, qui ont déferlé durant la première guerre, ressurgissent aujourd'hui dans l'espace public, attestant de l'existence de passerelles, de ressemblances entre les deux guerres.

Les différences

Derrière la fréquence répétitive du vocabulaire et la reconnaissance des découpages singuliers, des pratiques nouvelles et des différences politiques s'imposent pourtant entre les deux séquences. La guerre actuelle oppose les Algériens entre eux sur ce que doit être leur État et leur identité nationale républicaine, et non les Algériens à une puissance étrangère, comme dans la première guerre. Il ne s'agit pas, en effet, d'une lutte anti-coloniale contre un envahisseur venu recoloniser le territoire national, mais bien d'une guerre intestine, opposant les Algériens entre eux sur la définition de leur propre nation. La France ne se trouve qu'indirectement impliquée (par la présence d'une forte immigration algérienne sur son sol, par le soutien apporté aux pouvoirs en place depuis trente ans) dans la guerre civile qui déchire l'Algérie. Il s'agit là d'une différence fondamentale.

De même, le phénomène islamiste actuel est loin d'être rigoureusement superposable au phénomène nationaliste à l'œuvre durant la première guerre. Nombre de spécialistes n'en ont pas moins réfléchi, depuis dix ans maintenant, aux rapports entre nationalisme et islamisme, certains d'entre eux se demandant même si le FIS ne serait pas l'enfant du FLN. Cette discussion se poursuit d'ailleurs aujourd'hui en Algérie, dans les milieux intellectuels et politiques.

Nul doute donc, répétons-le, qu'il y ait des ressemblances entre les deux guerres et que l'on retrouve dans le combat nationaliste mené dans les années 1960 un aspect « djihad ». Le journal du FLN s'intitulait à ce titre *El Moudjahid* (« le combattant de la foi »), ce qui est bien évidemment à prendre en considération. De même, l'un des premiers journaux du nationalisme algérien, fondé par Messali Hadj dans les années 1930, s'appelait *El Ouma* (« la communauté des croyants »).

Force est par conséquent de reconnaître la logique de perpétuation de la symbolique religieuse à l'œuvre dans le combat national algérien. Faut-il pour autant en conclure que le FIS ne se poserait qu'en simple héritier ou continuateur de ceux qui ont lutté pour l'indépendance de leur pays de 1954 à 1962 ? Ce n'est pas si évident, loin s'en faut, comme en témoignent les batailles entre Algériens sur un personnage tel que Abane Ramdane, prônant la séparation du politique et du religieux. On ne peut pas occulter la présence parmi les nationalistes algériens de personnes combattant sur le terrain de la laïcité et de la démocratisation politique, contre l'autoritarisme de l'armée. J'en veux pour preuve le

combat mené par Mohamed Boudiaf qui refuse, dès 1960, la tutelle politique de l'armée des frontières alors même qu'il est emprisonné. Pour lui, ce qui est central, c'est la question du politique.

Ainsi, toutes les batailles relatives à la primauté du politique ou à la nécessaire séparation du politique et du religieux ou encore la volonté clairement affichée d'appartenir à l'ère du tiers-mondisme, qui avaient marqué le mouvement de libération nationale des années 1960, ne se retrouveront pas dans le mouvement islamiste des années 1990. On le voit bien, il existe des différences extrêmement importantes entre le phénomène national et le phénomène islamiste, qui s'affirment tant sur le plan national que sur le plan international.

Sur le plan international, comment se solidariser, en effet, avec un mouvement islamiste qui proclame, dans ses programmes, l'instauration d'un état théocratique ? Ce n'était bien évidemment pas le cas du FLN, ce qui a permis l'expression d'un élan de solidarité à l'égard de ce mouvement politique. De même, les islamistes n'ont pas pu trouver de tribune internationale véritable pour défendre leur cause, contrairement aux responsables du FLN pendant la guerre d'indépendance. Dans la « première » guerre, ceux qui au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soutenaient, de manière critique ou inconditionnelle, le combat de l'Algérie pour son indépendance, n'avaient pas trop d'états d'âme. Si quelques-uns comprenaient le drame des Français d'Algérie, beaucoup estimaient que la cause du FLN était juste et celle de l'OAS insensée. Près de quarante ans après, les mêmes s'interrogent : où est la justice dans cette nouvelle guerre ? Du côté d'une caste militaire qui tient sans partage les rênes du pouvoir depuis l'indépendance ? Du côté des islamistes qui affichent si clairement leur refus de la démocratie ? Fallait-il interrompre le processus électoral, en janvier 1992, au motif que les futurs vainqueurs islamistes étaient soupçonnés, non sans bonnes raisons, de vouloir détruire les libertés individuelles ? Faut-il s'allier avec les islamistes pour gouverner le pays ?

Ceux qui répondent par la négative estiment que ce serait livrer le pays à la violence et lui faire effectuer un grand pas en arrière. Pour donner du poids à leurs arguments, ils n'hésitent pas à citer l'exemple des nazis portés par la démocratie au pouvoir et eux-mêmes fossoyeurs de cette dernière. Ils justifient aussi a posteriori leurs positions en énumérant les crimes horribles commis par les groupes islamistes armés. Ceux qui répondent par l'affirmative estiment, en revanche, qu'il fallait jouer le jeu de la démocratie jusqu'au bout. Par exemple, dans la mesure où ces élections avaient été organisées en 1991, et connaissant le risque de victoire du FIS, il était insensé de les annuler car seule la violence pouvait résulter d'une telle décision. De plus, et concernant une éventuelle dictature islamiste, tout en reconnaissant que l'Algérie en aurait souffert, ils estiment néanmoins que le prix payé (100 000 morts) pour l'éviter a été trop élevé.

En tout état de cause, l'islamisme, expliquent-ils, même défait militairement, reste très influent en Algérie. Un seul exemple pour bien le montrer. Depuis 1992, tous les dirigeants qui se sont succédé, ceux-là même qui ont imposé à l'Algérie les plus dures des réformes économiques, n'ont à aucun moment songé à supprimer ou à modifier le code de la famille qui maintient la femme dans un statut d'éternelle assistée. Dans tous les cas, la perplexité face au phénomène islamiste exprime les doutes nés de la crise des idéologies. Mais tous les camps savent que l'islamisme n'est pas un nouveau tiers-mondisme.

Il faut ajouter que les islamistes d'aujourd'hui, contrairement au FLN de la guerre d'indépendance, ne parviendront pas à entraîner (ou disloquer) les autres partis politiques algériens. Ils ne disposeront jamais tout au long de la guerre civile de bases arrière permettant l'établissement d'une « armée des frontières ». Ils ne parviendront pas à obtenir le soutien de l'intelligentsia occidentale. Pas plus qu'il ne feront entendre leur voix dans les instances internationales (la « guerre diplomatique » avait été une arme essentielle pour le FLN). Enfin, parmi les différences essentielles, existe la revendication berbère, mise entre parenthèses par les nationalistes algériens dans la guerre d'indépendance. La demande explicite, ouverte, de la langue berbère (tamazight), dans le cadre de la nation algérienne constituée, dessine de nouvelles frontières idéologiques pour l'Algérie.

En effet, et il s'agit là d'une différence centrale entre les deux guerres, la tragédie actuelle a progressivement débouché sur l'émergence d'un extraordinaire mouvement citoyen, qui a démarré en Kabylie, en mai-juin 2001 et qui s'est étendu à d'autres régions du pays. Il s'agit là d'un mouvement de reconquête citoyen qui donne à voir une autre Algérie, prise entre le marteau et l'enclume, c'est-à-

dire entre l'armée et les islamistes. L'émergence d'un tel mouvement constitue une grande nouveauté, une réelle singularité caractérisant la tragédie algérienne actuelle.

Durant la guerre d'indépendance, on a en effet peu entendu la voix des Algériens musulmans eux-mêmes. On l'avait certes entendue de manière quelque peu paradoxale sur la place du Forum, le 13 mai 1958. Il n'en reste pas moins que cette voix confisquée par les Français Pieds-noirs, par les officiers ou par les cercles dirigeants du FLN qui prétendaient parler en lieu et place des Algériens pris dans leur ensemble, n'a eu que peu l'occasion de s'exprimer jusqu'aux événements récents de Kabylie. Certains Algériens s'étaient bien rassemblés dans les rues d'Alger, durant l'été 1962, pour crier leur lassitude devant la guerre (« sept ans ça suffit ! ») et affirmer leur volonté d'exister. Il n'en reste pas moins que cette voix originale, émanant directement de la nation, n'était que peu voire pas représentée par les partis présents sur l'échiquier politique et a été étouffée pendant de nombreuses années. Or, c'est probablement cette même voix qui avait commencé à se faire entendre en 1960 et qui retentit aujourd'hui dans le grand tournant de mai-juin 2001.

Faire place à l'histoire

La « seconde guerre d'Algérie ». En France, l'expression a été beaucoup utilisée pendant ces dix dernières années. Plus que le principe historique de répétition, c'est bien la notion de récurrence qui est évoquée. L'Algérie est une terre vouée aux guerres, frappée de malédiction, embarquée dans une fatalité tragique perpétuelle. La violence se serait apaisée un temps, après 1962, puis serait revenue, relancée avec encore plus d'énergie, éclatant à nouveau, incandescente, imprévisible, avec d'infinies variations cruelles. Dans l'installation quasi conceptuelle et abstraite de la force brute, la déroute des sens, le vertige né de l'horreur, la paralysie et l'attentisme s'installent.

Dans ces années-là, la difficile « mise en spectacle » télévisuelle de la douleur algérienne ne facilite pas la geste sentimentale et consensuelle. Les questions sont directement politiques, abruptes : faut-il soutenir l'État (« moderne ») contre l'islamisme (« obscurantiste ») ? Le dessin des contours entre « bons » et « méchants » semblera plus incertain lorsque le conflit algérien s'étendra. Mais la tendance dominante, dans l'opinion publique française, reste foncièrement anti-islamiste. Sur l'Algérie, le mélange de républicanisme antireligieux et de religiosité anti-islamique fonctionne à plein. Si la situation dans ce pays est perçue comme une « menace », ce n'est pas tant par possibilité de transfert du terrorisme d'une rive à l'autre de la Méditerranée que par appréhension fantasmatique de l'islam, avivée par le souvenir de la guerre d'Algérie. La fausse neutralité du regard français se dévoile dans cette logique de préjugés continués.

Paralysie et attente, aussi, par méconnaissance. Il y a bien longtemps que l'Algérie a disparu du champ de la connaissance scientifique en France après l'indépendance de 1962. La quasi-absence du nombre de chercheurs français sur ce pays jusqu'aux années 1990 (moment d'irruption de l'islamisme radical) participe de cette obligation, non formulée, de ne pas se souvenir de la « première » guerre. C'est la seule conflictualité permanente, inavouée, qui entretient le sentiment paradoxal de quelque chose de commun, entre France et Algérie. La « répétition » a fonctionné comme des successions d'électrochocs qui ne « guérissent » pas vraiment des troubles de mémoire. En se jouant à l'envers, les récits-rappels de la « première » guerre ne font forcément pas avancer notre compréhension de l'histoire en train de se vivre. Il en est de même des images et des représentations. Une guerre résonne sur l'autre par ses échos sans cesse relancés, ses sous-entendus multipliés, ses réminiscences ressuscitées. Chaque séquence sera matière à réflexion, rapprochements, retours, réapparitions. Mais les formes ne se suivent que pour se transformer et les images de « répétition » ne possèdent un sens que si on les considère comme des foyers d'énergie dans le présent en train de se vivre. Sinon le rappel perpétuel du passé construit une grille d'interprétation qui interdit de voir les croisements d'expériences décisives.

Force est de reconnaître l'existence de tendances lourdes se retrouvant d'une guerre algérienne à l'autre. Il y a en outre la nécessité, pour l'historien, d'opérer par comparatisme. Le comparatisme historique est en effet un exercice tout à fait indispensable et nécessaire pour pouvoir écrire l'histoire.

Il n'en reste pas moins que, derrière cet exercice, classique et évident, plane le danger de l'anachronisme. Partant de là, on est souvent dans l'anachronisme pour ce qui concerne l'Algérie. Les historiens ont en effet trop souvent tendance à privilégier un système de représentation ancien d'une Algérie qui, elle, a profondément changé et qui est aujourd'hui un pays urbain, avec une jeunesse pléthorique, scolarisée en grande partie en langue arabe, prête à tout pour se débarrasser de ce trop-plein de mémoire falsifiée d'une guerre d'indépendance qui n'a accordé que des privilèges à ceux qui se sont retrouvés au pouvoir en 1962.